

PRÉFET DU VAR

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION DU 23 JUILLET 2019
DONNANT ACCORD POUR COMMENCEMENT DES TRAVAUX CONCERNANT LE
RÉSEAU D'IRRIGATION DE LA PLAINE DE POURRIÈRES SUD DANS LE CADRE DE
L'AMÉNAGEMENT HYDRAULIQUE DE LA HAUTE VALLÉE DE L'ARC

COMMUNES DE POURRIÈRES ET DE POURCIEUX

DOSSIER N° 83-2019-00137 (D 1876)

Le préfet du Var
Officier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU l'arrêté ministériel du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 30 septembre 2014 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.5.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin le 21 décembre 2015 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux de l' Arc provençal approuvé le 13 mars 2014 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2016/136/PJI du 31 décembre 2016 portant délégation de signature à M. David Barjon, directeur départemental des territoires et de la mer du Var ;

VU l'arrêté de subdélégation de signature du directeur départemental des territoires et de la mer en date du 12 novembre 2018 ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 23 Juillet 2019, présenté par la société du canal de provence et d'aménagement de la région provençale, enregistré sous le n° 83-2019-00137 (D 1876) et relatif au réseau d'irrigation de la plaine de Pourrières Sud dans le cadre de l'aménagement hydraulique de la Haute Vallée de l'Arc ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**SOCIETE DU CANAL DE PROVENCE ET D'AMENAGEMENT DE LA REGION PROVENCALE
LE THOLONET - CS 70064 - 3182 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 5**

concernant la création d'un nouveau réseau d'eau enterré dans la plaine agricole de Pourrières Sud dans le cadre de l'aménagement hydraulique de la Haute Vallée de l'Arc sur les parcelles suivantes :

- section AP n° 70 et 71 quartier La Caulière (traversées 2 et 3) ;
- section AK 303 et section AI 003 (traversée 4) ;
- section AL n° 338 et 153 (traversée 5) ;
- section AI n° 04 et section AE n° 217 (traversée 6) en bordure de la route communale quartier Presoul ;
- section AE n° 49 et 180 qui est séparée du ruisseau par la présence du chemin de desserte du quartier Roumeri (traversée 7) ;
- section AH n° 04 et 06 (traversée 8) ;
- la traversée 9 concerne les parcelles AK 214 (commune de Pourcieux) et AH 37 (commune de Pourrières) ;
- les traversées 10 et 11 au lieu-dit « Les Prés » concernent le ruisseau de Beauvoisin sur les parcelles sises en section AO n° 151 et 184 et en section AO n°149 et 188 dont la réalisation est prévue dans les communes de Pourrières et Pourcieux.

Les cours d'eau traversés sont quatre petits affluents directs en rive droite de l'Arc, un seul est nommé, La Tune. Un cinquième ruisseau est traversé en rive droite, le ruisseau de Beauvoisin, affluent du ruisseau de la Partie.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau: 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Déclaration	Arrêté ministériel du 28 novembre 2007
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1° Destruction de plus de 200 m2 de frayères (A) 2° Dans les autres cas (D)	Déclaration	Arrêté ministériel du 30 septembre 2014

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

Le déclarant peut débiter son opération dès réception du présent récépissé. Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées aux communes de Pourrières et Pourcieux où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Var durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulon, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyen" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le service de police de l'eau et l'Agence Française pour la Biodiversité devront être avertis de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R.214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R.214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, **avant réalisation**, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L.216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations éventuellement requises par d'autres réglementations (notamment au titre des codes de l'urbanisme, forestier et de la santé publique).

Copie du présent récépissé sera adressée au chef du service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité.

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des territoires et de la mer,
Pour la chef du service de l'eau et des milieux aquatiques,
L'adjoint,

A blue ink signature of Lionel Duperray, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Lionel DUPERRAY

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.